



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

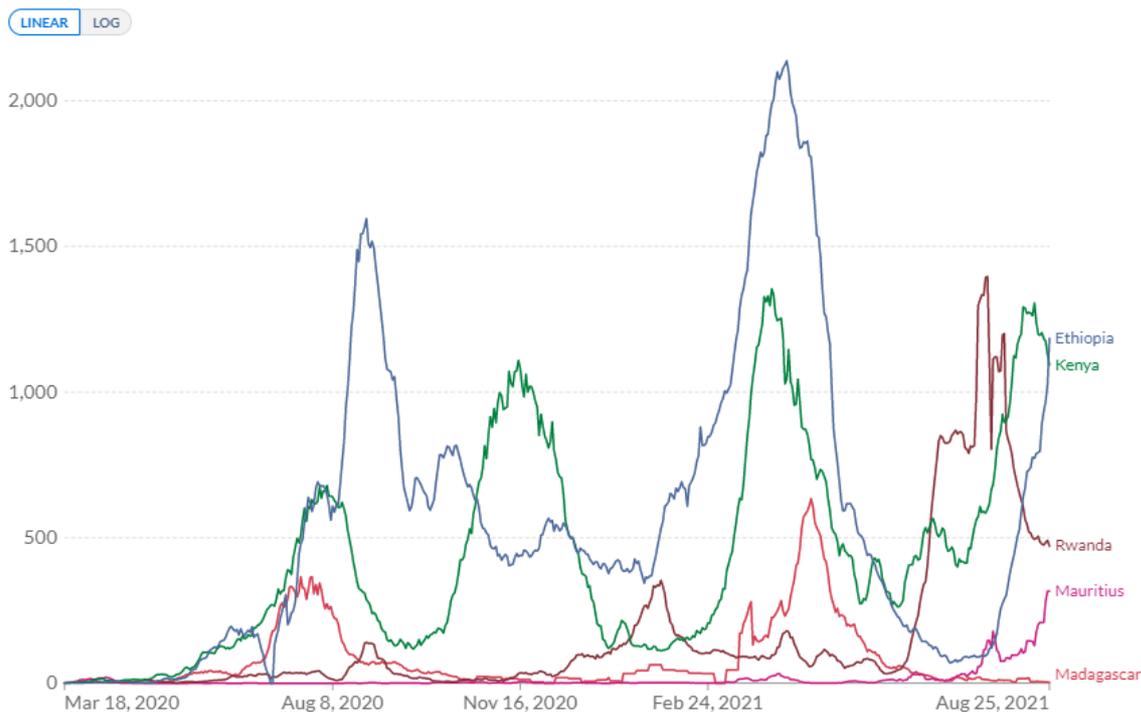
24 Août 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CCBY

▶ Mar 18, 2020 ○ Aug 25, 2021

Au Kenya, le nombre de cas hebdomadaires connaît sa première baisse hebdomadaire depuis 3 semaines (+ 7 652 contre +8 889 la semaine passée). Les contaminations poursuivent cependant leur hausse en Ethiopie pour le 8^{ème} semaine consécutive (+ 7 652 contre +5 431 la semaine dernière). L'île Maurice connaît pour sa part sa 4^{ème} semaine de hausse consécutive (+ 2 212 contre + 903 la semaine dernière).



Burundi

Pénurie de carburant à Bujumbura.

La capitale économique du Burundi connaît d'importantes pénuries de carburant, principalement dues à des défaillances dans le circuit d'approvisionnement des stations-services, selon le porte-parole du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines. Selon le ministère, les quantités de carburant en stocks ainsi que les importations en cours sont suffisantes pour satisfaire les besoins du pays. Conséquence de ces défaillances, le prix du litre d'essence connaît une augmentation importante, à 1,02 EUR au 21 août contre 0,92 EUR en moyenne pour l'année 2019.

Ethiopie

Suspension du décaissement de 339 MUSD de prêts à l'Éthiopie par l'EXIM Bank of China.

La Chine a pris la décision de suspendre 339 MUSD de prêts à l'Éthiopie, soit l'équivalent d'un tiers des prêts décaissés au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2020-2021. Par conséquent, de nombreux projets d'infrastructures sont à l'arrêt, dont le projet *Modjo-Hawassa Expressway*. Premier bailleur bilatéral de l'Éthiopie, la Chine justifie cette suspension par la volonté de ne pas exacerber les difficultés de remboursement des dettes précédemment contractées. Les décaissements seront suspendus le temps de procéder à un examen de la dette du pays dans le cadre du *Common Framework* mené par le G20 et le Club de Paris, auquel l'Éthiopie a souscrit en janvier 2021. Ce processus de restructuration de la dette est une condition à la poursuite du programme

FMI conclu en 2019 et devant permettre le décaissement de 2,9 Mds USD à l'Éthiopie.

5,3 Mds USD de recettes fiscales en 2020/21.

Sur l'exercice budgétaire 2020/21, l'Éthiopie a perçu 5,3 Mds USD (279 Mds ETB) de recettes fiscales. Si ces résultats marquent une progression de 19% par rapport à l'exercice précédent en monnaie locale (234 Mds ETB), ils restent en deçà de l'objectif de 290 Mds ETB (6,4 Mds USD) fixé initialement. Compte tenu de l'inflation et du taux de change, ils s'inscrivent cependant en diminution en USD (6,3 Mds en 2019/20). L'accroissement des recettes fiscales constitue l'une des priorités du gouvernement qui espère percevoir 334 Mds ETB en 2021/22 (+ 20% par rapport aux résultats 2019/20 ; soit 59% du budget prévisionnel). Selon la Banque Africaine de Développement, le ratio des recettes fiscales du gouvernement sur le PIB atteignait 9,2% en 2020 (contre 10% en 2019), un chiffre en nette diminution depuis 2016 (15,9%), et parmi les plus faibles d'Afrique.

Suspension de la délivrance de prêts bancaires garantis par des actifs immobiliers.

Le 11 août, la Banque centrale a enjoint aux banques commerciales d'interdire les prêts adossés à des biens immobiliers. Cette décision fait suite à la forte hausse du taux de change officiel (dont l'écart avec le taux officiel a atteint un pic de 55%). L'incertitude liée au conflit, couplée à un niveau d'inflation élevé, a conduit de nombreux propriétaires à vendre leurs actifs afin de les convertir en devises. D'une part, l'octroi de prêts en échange de garantie immobilière facilite ce type de transactions et participe à la hausse des prix de l'immobilier. D'autre part, certains particuliers spéculent sur ce même marché afin d'obtenir des devises : ils contractent un prêt auprès d'une banque afin d'acheter une propriété, la revendent immédiatement et convertissent les revenus en devises – les emprunts n'étant remboursés que

progressivement. Dans le cadre d'une pénurie structurelle de devises, ces pratiques entraînent la dollarisation de l'économie et l'effondrement du Birr.

Kenya

Le Kenya mise sur les zones économiques spéciales (ZES) pour développer le secteur industriel.

Le Gouvernement a lancé une plateforme pour permettre aux investisseurs étrangers et locaux des ZES de bénéficier d'une série de services en ligne. Elle a été développée avec à l'assistance technique de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale (SFI) dans le cadre du *Kenya Competitiveness Enhancement Program*. La plateforme devrait faciliter l'obtention de licences auprès des agences gouvernementales et l'accès à l'information, notamment concernant les opportunités d'investissements dans les ZES. Le Ministère de l'Industrie prévoit d'améliorer les infrastructures des 10 ZES déjà existantes et de multiplier les incitations fiscales envers les entreprises qui s'y installent. Le Gouvernement espère ainsi accroître l'attractivité du Kenya auprès des investisseurs étrangers, en particulier celle du secteur manufacturier. D'ici 2022, le Gouvernement ambitionne d'augmenter la part du secteur manufacturier de 8 % à 15 % du PIB.

La mise en œuvre des travaux géothermiques par KenGen en Éthiopie sont en bonne voie.

Le contrat de plusieurs millions de dollars signé par KenGen pour le forage de puits géothermiques en Éthiopie est en cours de mise en œuvre, quatre puits seront ainsi achevés cette année. Le producteur d'électricité est convaincu qu'il atteindra ses objectifs dans le cadre de l'exploration géothermique en cours dans la région d'Aluto-Langano. Dans le cadre de son expansion à travers la région d'Afrique de l'Est, KenGen est également impliqué dans le forage

d'énergie géothermique à Djibouti. Le projet de 0,7 Md KES (6,4 MUSD) a été attribué à KenGen au début de l'année, à la suite d'un accord avec l'Office djiboutien de développement de l'énergie géothermique (ODDEG).

Madagascar

Quatrième vague d'importation de riz par la State Procurement of Madagascar pour l'année 2021.

8 300 tonnes de riz en provenance d'Inde ont débarqué le 19 août au port de Tamatave. Ceci fait suite à trois premières vagues d'importation de même provenance par la société d'Etat *State Procurement of Madagascar* (SPM) : 16 000 tonnes en janvier dernier, 2 500 tonnes en mars et 6 000 tonnes en juillet. 13 100 tonnes supplémentaires devraient être importées d'ici le 2 septembre. Ces importations visent l'approvisionnement du marché local afin d'amortir la hausse actuelle des prix du riz.

Maurice

Augmentation de 22% des exportations en juin 2021 par rapport à juin 2020.

Dans son dernier rapport sur les statistiques du commerce, *Statistics Mauritius* constate une forte reprise de 22 % en glissement annuel des exportations mauriciennes en juin 2021. Le premier poste d'exportation (31% des exportations totales) correspond aux « articles manufacturés divers », qui connaissent une hausse de 29 % en glissement annuel. Viennent ensuite les « produits alimentaires et animaux vivants » (28 % du total), en légère baisse de 3 % ; les activités d'« approvisionnement et de mazoutage de navires » (15 %), en forte hausse de 72 % ; les « produits manufacturés divers (14 % + 70 %).

🌐 Ouganda

Le gouvernement souhaite raccorder 235 000 foyers au réseau électrique national.

L'Ouganda a gagné 26,8 MUSD grâce aux exportations d'électricité au cours de l'année qui s'est terminée en juin, selon les données de la Banque d'Ouganda. Ces revenus indiquent une augmentation de 18,4 % des recettes d'électricité par rapport à la même période en 2020. L'Ouganda dispose actuellement d'une capacité installée de 1 268,9 mégawatts, dont seulement 742 MW sont consommés, en moyenne, à des fins domestiques et d'exportation. Malgré son excédent énergétique de plus de 600 MW, l'Ouganda enregistre l'un des taux d'électrification les plus bas du continent principalement, en raison d'insuffisance au niveau des réseaux de transmission et de la distribution. Pour combler ce déficit, le gouvernement recherche du matériel pour connecter près de 235 000 demandeurs d'électricité dans le cadre de la politique de connexion gratuite à l'électricité. Dans un communiqué de presse publié ce week-end, la ministre de l'Énergie, R.Nankabirwa, a déclaré que l'exercice, en cours, sera terminé avant la fin du mois.

54 ONG ont vu leurs activités interrompues pour non-conformité avec la législation.

Le gouvernement ougandais a annoncé vendredi 20 août, la suspension de 54 ONG actives dans le domaine politique, religieux ou environnemental, pour non-conformité avec la loi régissant les ONG. Selon M. Stephen Okello, directeur du Bureau national des ONG - agence sous tutelle du ministère de l'intérieur chargée de la régulation des opérations des quelques 2 200 ONG autorisées en Ouganda (contre 14 207 en 2019) - les organisations affectées exerçaient sans être enregistrées, avec des permis de travail

expirés ou sans avoir communiqué leurs rapports et comptes annuels à son Bureau. Cependant, nombreuses des ONG ciblées (*Citizen Watch-IT*, CCEDU, *Chapter Four*) militaient sur des sujets tels que la démocratie électorale ou la défense des droits civiques en Ouganda. En février dernier, le Président Museveni avait déjà annoncé la suspension des programmes bénéficiant du fonds DGF, suspension qui a finalement été levée après la formation d'un comité chargé de régler ce différend. Ce fonds a été établi en 2011 par l'UE, en vue du renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance en Ouganda.

🌐 Rwanda

Croissance attendue de 5,1 % en 2021 selon la banque centrale

À l'issue de la réunion semestrielle du comité de la politique monétaire de la Banque centrale du Rwanda, le gouverneur s'est montré rassurant sur la croissance attendue en 2021 après une année de récession (-3,4%) en 2020. En effet, l'institution considère que la reprise s'accélère notamment dans le secteur agricole avec une croissance de l'indice composite des activités économiques de 32,4 % au deuxième trimestre 2021, contre 12,7 % au premier trimestre 2021. Autre indicateur de progression : l'encours des crédits au secteur privé qui a augmenté de 19,1 % au 2^{ème} trimestre 2021, contre 14,4 % le trimestre précédent. Le gouverneur a par ailleurs annoncé le maintien du taux directeur à 4,5% pour inciter les banques à prêter au secteur privé. Au niveau des indicateurs monétaires, la banque centrale a annoncé que l'inflation s'était établie à 0,7% au 2^{ème} trimestre contre 2,1% au premier trimestre notamment dû à une bonne récolte sur la période qui a permis de modérer les prix des denrées alimentaires. La banque centrale prévoit un taux d'inflation de 0,7% sur l'ensemble de l'année 2021 et 5% en 2022. Sur le marché des changes, le franc s'est déprécié de 1,80 % par rapport au dollar américain en juillet.

🌐 Seychelles

La Société financière internationale (SFI) finance Intelvision pour 17 MEUR.

La SFI, filiale de la Banque mondiale, a annoncé le 16 août l'approbation d'un prêt d'environ 17 MEUR en faveur du fournisseur de services de télécommunications seychellois *Intelvision Limited*, spécialisé dans la fourniture de connexion internet à haut débit et les services digitaux. Le financement permettra à Intelvision de louer des capacités de données sur le segment local du système de câble sous-marin 2Africa, long de 37 000 km, en cours de construction par la société britannique Vodafone Carrier Services (VCS).

🌐 Somalie

Le MCI lance un portail facilitant le commerce aux frontières.

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) somalien met en place le 25 août un portail en ligne permettant de faciliter les procédures d'importations et d'exportations pour les commerçants somaliens. Cette plate-forme permet également d'accéder à près de 90 lois et textes réglementaires ayant trait au commerce, tout en facilitant l'accès aux licences, permis et frais relatifs au commerce transfrontalier. Ces mesures s'inscrivent dans la volonté somalienne d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

🌐 Soudan

Signature d'accords de coopération entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Lors d'une visite du Premier Ministre soudanais au Soudan du Sud, accompagnée par une délégation ministérielle, les deux pays ont signé plusieurs accords portant sur la coopération dans les domaines du commerce, de transport et du pétrole. En ce qui concerne le domaine pétrolier, les deux pays se sont mis d'accord pour renforcer la coopération technique, logistique et de formation en vue du développement de l'industrie pétrolière dans les deux pays.

600 MUSD de déficit commercial au premier trimestre 2021.

La banque centrale du Soudan a annoncé le bilan du commerce extérieur du pays pour le premier trimestre 2021. Les exportations soudanaises durant cette période ont atteint 1,4 MdsUSD, dont 596 MUSD d'exportations d'or. Les importations se sont pour leur part élevées à 2 MdsUSD. Les postes d'importation les plus importants ont été les produits alimentaires essentiels (blé et sucre aux premiers rangs) et le pétrole respectivement.

🌐 Soudan du Sud

Le gouvernement du Soudan du Sud porte le budget du secteur de la santé à 10 %.

Le Vice-président du Soudan du Sud pour les services, Hussein Abdelbagi Akol, a déclaré que l'augmentation de l'allocation budgétaire au Ministère de la Santé de 1,9 % à 10,0 % du budget national, pour cette année fiscale, a pour but d'améliorer la prestation des services de santé aux citoyens. M. Abdelbagi a, par ailleurs, réaffirmé la volonté du gouvernement de se

conformer à la déclaration d'Abuja, avec comme objectif l'augmentation de l'allocation budgétaire de la santé à 15,0%. La ministre de la Santé, Elizabeth Achuei Yol, a parallèlement promis de « renforcer la gouvernance et la capacité de leadership à tous les niveaux, pour contribuer à la mise en place d'un système de santé plus efficace et efficient qui conduira à l'amélioration du secteur de la santé ».

Tanzanie

Finance islamique: succès des émissions d'*Imaan Finance Limited*.

Les récentes émissions de bonds « sukuk » organisées par *Imaan Finance Limited* ont été un franc succès alors que les souscripteurs ont confirmé leur intérêt en dépassant les prévisions de 36%. L'objectif avait été fixé à 2,0 Mds TZS soit 733 337,6 EUR et un total de 2,7 Md TZS a été recueilli. IFL avait émis ces bons pour augmenter son portefeuille de prêts "islamiques". Ces résultats encourageants démontrent une forte demande de ce type de produits financiers de la part des acteurs publics et privés. L'offre a été ouverte du 26 juillet au 9 août. Cette première émission a été agréée par la Banque centrale de Tanzanie et l'autorité des marchés financiers (CMSA), bénéficiant du soutien technique de *Lead Arranger*, d'*ARS Law and Advisories* et de la banque CRDB.

La Banque Mondiale finalise un prêt concessionnel pour 5 projets.

La Banque mondiale a finalisé un prêt concessionnel pour financer 5 projets majeurs en Tanzanie continentale et à Zanzibar : les projets liés à l'enseignement supérieur (*Higher Education for Economic Transformation-HEET*) pour 425 MUSD, la valorisation des routes (553 km) en milieu rural (*Tanzania Roads to Inclusion and Socioeconomic Opportunities-RISE*) pour

300 MUSD et 150 MUSD pour le *Digital Tanzania Project* (DTP). Sur l'archipel, le projet "*Zanzibar Energy Sector Transformation and Access (ZESTA)*" doit bénéficier de 141 MUSD et celui de "*Boosting Inclusive Growth for Zanzibar Integrated Development Project (BIG-Z)*" : 64 MUSD. Le projet ZESTA doit permettre l'accès à l'énergie, la génération d'énergie renouvelable à Zanzibar et l'installation d'un système de stockage de l'électricité (BESS) de 40 mégawatts. Le ministre des Finances et du Plan a précisé que ces projets s'intègrent dans le 3ème plan quinquennal de développement (FYDP III).

Le gouvernement fonde son imposition de la propriété foncière sur la consommation d'électricité.

Le gouvernement a lancé le processus d'imposition sur la propriété foncière en se référant à la consommation d'électricité enregistrée pour les maisons ou les appartements. Selon le fisc national (*Tanzania Revenue Authority*), la procédure a débuté le 20 août et elle sera menée en collaboration avec l'autorité de régulation de l'électricité (TanESCO) qui gère tous les équipements de mesure de consommation électrique.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor